



**Congrès MOC du 21 mai 2011 - Gembloux
Discours de clôture**

« Pour une société égalitaire, solidaire et durable »

Chères amies, chers amis, militantes et militants du Mouvement Ouvrier Chrétien,
chères amies et chers amis invités et compagnons de route du Mouvement,
merci de votre présence à toutes et tous,

1/ Ce n'est pas si courant dans le Mouvement de tenir un Congrès, particulièrement sur nos Options fondamentales, dont la dernière révision remonte à 1996.

Nous venons donc de vivre ensemble ce moment important pour le Mouvement, et je voudrais d'abord vous remercier et vous féliciter toutes et tous de votre engagement dans le déroulement de ces travaux, depuis plusieurs mois.

Notre ambition de départ consistait à faire une sorte de ravalement de façade, ou plutôt un dépoussiérage de la maison, mais elle s'est vite révélée beaucoup trop modeste.

Le Groupe de travail qui s'était attelé à cette tâche, que je tiens à remercier ici, et en particulier son animateur, Jean-Claude Brau, a rapidement compris que, en dessous de la poussière, il y avait des couleurs qui s'étaient ternies, il y avait des objets qui semblaient d'un autre âge, il y avait même peut-être des meubles qui étaient devenus branlants et menaçaient de s'effondrer...

On est donc passé d'une intention de départ qui visait à actualiser le texte, à un projet beaucoup plus vaste, de rénovation. Pas de refondation, car les convictions de base restent intactes et totalement d'actualité. On a sans doute un peu sous-estimé l'importance des questions qui font aujourd'hui débat dans notre société et dans notre Mouvement, et on n'a pas suffisamment mesuré le besoin de creuser davantage les réponses diverses qui peuvent y être apportées.

Et c'est, somme toute, parfaitement normal: le monde dans lequel nous sommes est de plus en plus complexe, il change de plus en plus vite, et comme nous sommes porteurs de convictions, et non de certitudes, nous sommes habités par une sorte de doute qui est pour nous le moteur d'une réflexion et d'une recherche collectives permanentes. Comme militantes et militants d'un Mouvement social, nous ne sommes pas « dépendants au sentier », selon l'expression de la sociologie politique, et nous ressentons tous les jours la nécessité de « sortir du cadre », celui que les puissances de la finance, du marché et de l'impérialisme libéral cherchent à nous imposer, à nous et aux peuples du monde entier.

Le travail est donc beaucoup plus conséquent que ce qu'on avait imaginé, et le Bureau Politique a donc considéré que ce Congrès devrait être « d'étape », et que nous devions continuer à travailler notre document fondamental, ce que nous ferons dans le cadre des chantiers que nous avons définis. Nous comptons sur vous tous, chères amies et chers amis, pour continuer ce travail. Évidemment, cela ne remet nullement en cause le travail déjà développé dans les différentes composantes du Mouvement: au contraire, tout ce qui a été fait jusqu'ici en de nombreux endroits par les militantes et militants a permis déjà d'améliorer sensiblement notre texte de base, qui devra encore l'être afin de le débarrasser de ce qui lui reste d'imprécisions et de contradictions.

Dans l'entretemps, nous avons un document de synthèse, davantage consensuel sans doute, évitant vraisemblablement les sujets sur lesquels l'adhésion de tous est la plus ardue, mais qui pointe malgré tout l'essentiel, c'est-à-dire nos convictions fondamentales, et qui permet de mettre en exergue le coeur de notre message.

2/ Nos Options Fondamentales doivent d'abord nous aider à porter un regard critique sur le monde qui nous entoure. Et elles doivent par ailleurs nous encourager à nous mobiliser, dans l'éducation permanente et l'action collective, pour développer notre projet de transformation de la société.

Je voudrais donc vous proposer trois repères pour porter ce regard, et trois ambitions pour contribuer à ce changement.

3/ Des repères.

3.1. Ce qui est pour nous totalement insupportable dans le monde qui nous entoure, ce sont les inégalités gigantesques, qui ont explosé dans nos pays et à l'échelle du monde, et dont nous n'avons cessé de dire qu'elles sont à l'origine de la crise qui s'est déclenchée en 2008, mais aussi de toutes celles qui se succèdent depuis plusieurs décennies.

Les écarts de revenus, de situation sociale, de bien-être, de qualité de vie, sont devenus tels qu'ils provoquent des déséquilibres et des crises à répétition (financière, économique, alimentaire, environnementale, etc.) qui renforcent à leur tour ces inégalités. La Belgique est pourtant un pays globalement prospère, et nous sommes des citoyens du monde privilégiés, avec un niveau de vie collectivement bien au-dessus de ce qu'il est majoritairement sur la planète. Mais plus de 20 % de notre population vit dans la précarité et la pauvreté. Et des droits fondamentaux comme le droit à un revenu décent, à un logement de qualité, à la santé, à un emploi, à l'éducation sont quotidiennement refusés à des dizaines de milliers de familles et de personnes exclues. Ces inégalités touchent des groupes entiers de notre population: les femmes, massivement victimes de la précarité, de la flexibilité du travail, des revenus insuffisants; les jeunes, en particulier ceux des milieux populaires et les peu qualifiés, qui vivent l'exclusion de l'emploi et la ? désaffiliation ? d'une société qui leur refuse le droit à l'insertion et à la participation; les personnes d'origine étrangère, qui doivent faire face à la discrimination et à la stigmatisation. Et, si on se place à l'échelle du monde, ces inégalités sont aussi celles provoquées par nos sociétés occidentales qui se sont enrichies et continuent à

s'enrichir en exploitant les richesses naturelles et les populations des pays pauvres, les privant de toute possibilité d'organiser leur développement, centré sur leurs besoins fondamentaux.

3.2. Notre deuxième repère, c'est que nous devons bien voir que ces inégalités sont partie intégrante du modèle de croissance capitaliste: elles en sont même le moteur !

Car la « religion de la croissance » que nous nous sommes laissés imposer est précisément basée sur le dogme de la compétitivité, sur le productivisme, sur la course sans fin au profit, sur la consommation frénétique de biens systématiquement et rapidement rendus obsolètes. En matière économique, nous dit Henri Houben, *la compétition est sans fin et impitoyable. Son but, dans le chef des entreprises, est l'élimination définitive du rival. Les mécanismes de marché, la nécessité de posséder des capitaux de plus en plus importants, le besoin d'avoir une maîtrise constante et croissante des technologies ainsi que des processus de production entraînent inexorablement la disparition des moins solides jusqu'à ce qu'il n'en reste qu'un.* La croissance capitaliste, c'est donc la guerre, entre les capitalistes entre eux d'abord, entre les entreprises, mais aussi entre les travailleurs qui sont utilisés comme variable d'ajustement pour baisser les coûts, et entre les États eux-mêmes, dont on réclame qu'ils réduisent toujours plus les prélèvements collectifs. Et dans une guerre, il y a quelques gagnants, mais surtout énormément de perdants, même dans le camp des soi-disant gagnants; dans la guerre économique de la croissance capitaliste, ce sont toutes celles et ceux qui ne sont pas assez compétitifs et restent sur le bord du chemin, mais également toutes celles et ceux qui sont contraints de l'être en acceptant la dégradation de leurs conditions de travail, de rémunération, de niveau de vie.

3.3. La conviction qu'un monde viable, juste, fraternel, un monde simplement humain ne peut pas être construit sur de telles inégalités est notre troisième repère.

Une organisation de la société où les rapports sociaux sont faits de compétition, où toutes les dimensions de la vie des femmes et des hommes sont marchandisées, ne peut servir de cadre à notre avenir. La crise actuelle, dernier avatar de crises multiples, nous fait prendre conscience de la faillite d'un modèle construit sur des fondamentaux qui sont en quelque sorte « *intrinsèquement* » *inhumains*: ceux de croire que la prospérité d'une minorité d'êtres humains peut se faire au détriment de tous les autres, et de croire que les inégalités sont non seulement acceptables, mais même souhaitables pour assurer le développement et le modèle. Sans compter qu'il faut aussi, pour défendre un tel modèle, espérer que les ressources de la planète sont infinies alors que, on le voit en matière énergétique ou alimentaire, la course au profit des capitalistes et des spéculateurs conduit à l'accaparement des terres des pays pauvres et à l'épuisement des richesses naturelles. Ou à des prises de risques insensés dont la catastrophe nucléaire du Japon nous montre à suffisance que c'est la survie de l'humanité qu'ils mettent en péril.

4/ Des ambitions.

4.1 D'abord, un projet politique: celui de l'égalité.

Notre combat, c'est celui d'une société égalitaire, c'est-à-dire où l'égalité sera à la fois l'objectif et le moteur du développement. Parce que l'égalité est la valeur centrale du projet que nous portons. Si nous voulons sortir solidairement et durablement des crises financières, économiques, climatiques, nous devons mettre en oeuvre des politiques qui réduisent et non pas accroissent les inégalités. Les recettes prônées par la commission européenne, ce projet de « révolution silencieuse » comme n'hésite pas à l'appeler le Président Barroso, sont en opposition frontale avec notre modèle social et ne peuvent que conduire à augmenter les inégalités et la pauvreté. Le Pacte pour l'Euro et la gouvernance économique européenne, c'est un mélange du modèle allemand de dérégulation et des

plans d'austérité appliqués en Grèce ou en Irlande: c'est plus de course à la compétitivité (c'est-à-dire en réduisant les salaires, en flexibilisant le travail et en affaiblissant les négociations collectives, comme l'Allemagne le fait depuis 10 ans, ce qui a accru le nombre de personnes en situation de pauvreté de 25 %), et c'est plus d'austérité par un effondrement de l'État social et redistributeur, en réduisant les contributions collectives des entreprises et des grands patrimoines, en augmentant la fiscalité indirecte, en privatisant les services publics, en diminuant la protection sociale ! (*A ce propos, il est intéressant de noter que les 3 pays d'Europe qui ont réduit le plus le taux moyen de l'impôt des sociétés durant ces 10 dernières années sont la Grèce, -16%, le Portugal, - 12,4 % et l'Irlande, - 11,5%, trois pays aujourd'hui en grandes difficultés budgétaires et soumis à des plans d'austérité drastiques*). Pour faire une société d'égalité, nous avons besoin au contraire d'États qui reprennent la main et rejouent pleinement leur rôle en poursuivant l'intérêt collectif et en domestiquant le marché libéral au lieu de s'y soumettre comme cela s'est passé avec le sauvetage du système financier. A ce sujet, je tiens à féliciter nos amis de la CSC pour leur contribution au manifeste d'Athènes qui vient d'être élaboré par la CES, et qui envoie aux responsables politiques européens un signal très clair sur le refus du monde du travail de payer la crise financière: un manifeste qui réclame une gouvernance économique européenne au service des peuples européens et non des marchés, un plan coordonné contre le chômage des jeunes et une régulation efficace et rigoureuse des marchés financiers, et pour que les droits sociaux fondamentaux aient priorité par rapport aux libertés économiques.

L'égalité, c'est donc d'abord et avant tout une question de répartition: notre société est riche, mais cette richesse profite surtout à une oligarchie économique et financière. Nous devons donc mieux répartir les revenus, par une révolution fiscale comme le suggère l'économiste français Thomas Piketty qui estime que nos systèmes fiscaux sont aujourd'hui en faillite. Une fiscalité juste et réellement progressive, alors qu'elle est aujourd'hui régressive: les grandes entreprises qui font d'énormes bénéfices ne payent pas d'impôt (*je l'ai dit à la Semaine Sociale, mais je le redis ici pour ceux qui n'y étaient pas: la CLT, société d'Albert Frère, a payé en 2005 un impôt de 2880,87 euros pour un bénéfice de 1,48 milliard d'euros, cela fait un taux d'imposition de 0,0002% ! Avec les intérêts notionnels, le système des revenus définitivement taxés et autres joyeusetés, nous avons en Belgique des entreprises comme INBEV, BELGACOM ou SOLVAY qui font des bénéfices gigantesques et échappent complètement à l'impôt !*); les patrimoines, mobiliers et immobiliers, et les plus values ne sont pas taxés, quand les revenus du travail le sont, à l'euro près; les grandes fortunes fraudent et utilisent l'ingénierie fiscale pour éluder l'impôt. Et tout cela délégitime complètement le système aux yeux des détenteurs de bas et moyens revenus. Nous sommes dans ce que le journal Le Monde appelle un véritable Moyen-Âge fiscal ! Voilà pourquoi nous défendons une cotisation sociale généralisée, la levée du secret bancaire, un cadastre des fortunes, la lutte contre les paradis fiscaux et la fraude fiscale, la révision des intérêts notionnels et bien d'autres choses encore.

Nous devons aussi mieux répartir cette autre richesse qu'est le travail; l'arrivée progressive de quinquagénaires qui sont toujours indemnisés en allocation d'attente, c'est-à-dire sur base de leurs études, est emblématique du mythe qui est entretenu depuis plusieurs dizaines d'années: relançons la croissance, cela relancera les investissements et résoudra le chômage; voilà pourquoi il y a aujourd'hui en Belgique un certain nombre de personnes de plus de 50 ans à qui on octroie des allocations d'attente, c'est-à-dire attente d'une mise à l'emploi qui n'est jamais arrivée. Arrêtons de faire croire aux milliers de jeunes sans emploi que la croissance va demain leur permettre de trouver un emploi: ce n'est pas crédible, et c'est indigne de continuer à entretenir un tel mirage. Le chômage serait aujourd'hui bien plus important encore si le temps de travail moyen n'avait pas fortement diminué depuis 30 ans, mais cela s'est fait de façon inéquitable par l'explosion du temps partiel et de l'intérim. Il faut impérativement une meilleure répartition du temps de travail pour faire reculer

significativement le chômage, mais aussi parce que c'est une exigence éthique d'égalité y compris en augmentant le temps libéré, ce qui est nécessaire pour qu'il y ait davantage d'égalité dans la répartition des rôles sociaux entre les hommes et les femmes, et pour développer la participation citoyenne et culturelle du monde populaire.

Les voies majeures de l'égalité, ce sont donc une redistribution équitable des revenus, par la fiscalité et la sécurité sociale, et une véritable répartition du temps de travail.

4.2. Ensuite, notre deuxième ambition, c'est un modèle de croissance du bien-être, c'est-à-dire basé sur l'émancipation et la démocratie.

Il faut, pour ce faire, redonner aux citoyennes et aux citoyens du pouvoir sur leur vie, car ce sont eux qui seront les acteurs du changement, par la démocratie participative, par l'action des mouvements sociaux, syndicaux, mutuellistes, par l'éducation permanente et l'engagement volontaire. L'émancipation, individuelle et collective, du monde du travail a de tout temps été l'objectif central du mouvement ouvrier, et il reste plus que jamais d'actualité.

Il faut développer une économie sociale et démocratique, c'est-à-dire dont la finalité est l'être humain. Une économie capable d'assurer à toutes et tous le niveau de vie qui permette de rencontrer les droits humains fondamentaux, et en assurant un progrès social basé sur l'accès à des fonctions collectives, à la participation sociale et culturelle, à l'épanouissement personnel. Il nous faut donc changer de boîte à outils: promouvoir la coopération plutôt que la compétition, la qualité de vie et le bien-être pour tous plutôt que les intérêts financiers de quelques-uns, le lien social plutôt que le profit individuel.

4.3. Enfin, c'est notre troisième ambition, le développement humain que nous défendons passe par une société solidaire et durable.

Solidaire, parce que, pour nous, toute l'activité humaine doit être orientée vers la satisfaction des besoins fondamentaux des êtres humains: le besoin de se nourrir, de se loger, d'être éduqué, en bonne santé, de participer à la vie de la société, de s'épanouir individuellement et collectivement.

Durable, parce que nous ne sommes pas seulement responsables de la société dans laquelle nous évoluons, nous sommes aussi responsables de celle que nous imposons par notre mode de vie aux populations de la planète tout entière, et de celle que nous laisserons aux générations qui vont nous suivre.

Pour construire cette société solidaire et durable, nous savons qu'il faut opérer des changements radicaux dans nos modes de production économique et dans nos choix de consommation. C'est cela que j'appelle « sortir du cadre »: c'est poser, comme mouvement, les questions fondamentales qu'entraîne notre mode de vie. Pas de façon individuelle, en renvoyant chacun à sa situation personnelle et en culpabilisant celles et ceux qui mangent mal ou qui vivent dans des passoires énergétiques. Mais en menant un combat politique, et en réclamant des changements collectifs qui permettent d'assurer une transition équitable et solidaire.

5/ Conclusion politique.

Pour faire tout cela, chères amies, chers amis, nous avons une grande chance: c'est d'avoir reçu de nos prédécesseurs un outil remarquable, un Mouvement qui réunit de grandes organisations actives sur des terrains différents, et qui, ensemble, peuvent mieux poursuivre l'idéal qu'elles partagent. Nous devons donc d'abord compter sur nos forces.

Ce sont celles de l'éducation permanente, des jeunes et des adultes, portées par la JOC, qui développe avec les jeunes de milieu populaire une action et des projets de base centrés sur les injustices et l'émancipation, portées par les Équipes Populaires, dont je tiens à saluer le travail

remarquable de mobilisation citoyenne dans les domaines du crédit et de la consommation, du logement et de l'énergie, des revenus, pour ne citer que ceux-là, de Vie Féminine, à qui je souhaite rendre hommage pour le combat inlassable qu'elle mène en vue d'aboutir à une réelle égalité entre les hommes et les femmes, en particulier en dénonçant avec les femmes de milieu populaire les injustices dont elles sont les victimes.

Ce sont également les forces de l'action mutuelliste menée par les militants et les volontaires de la mutualité chrétienne, afin de donner à toutes et tous un accès à une santé de qualité, ici, mais aussi dans les pays du sud où des mutuelles de santé sont développées avec le soutien de nos fédérations mutuellistes, mises en évidence cette année dans le cadre de la campagne organisée avec Solidarité Mondiale sur le thème de la santé pour tous.

Ce sont aussi les forces de la CSC, qui ont construit la sécurité sociale, le droit du travail, la concertation sociale, de ces milliers de militantes et militants syndicaux qui continuent à se battre quotidiennement pour défendre ces avancées historiques et obtenir de nouveaux progrès sociaux.

Et je voudrais enfin saluer l'action de nos amis du groupe ARCO, qui, je peux en témoigner, ne ménagent pas leurs efforts pour soutenir le Mouvement et pour orienter des investissements financiers vers la mise en oeuvre de projets d'économie sociale et de développement durable qui sont autant de signes précurseurs de ce nous voulons faire émerger comme mode de développement social et économique.

Et puis, le MOC, c'est aussi 9 fédérations, qui, avec le concours des organisations constitutives, rassemblent des militants, organisent le débat sur les enjeux sociaux, économiques, environnementaux, formulent des propositions pour répondre à ces enjeux et les portent sur le plan politique. C'est enfin, via le CIEP dans les différentes régions, via l'ISCO, la FOPES et la Fondation Travail Université, une action d'éducation permanente et de formation des adultes qui vise l'émancipation du monde du travail.

Pour faire aboutir notre projet d'une société égalitaire, solidaire et durable, nous avons donc de nombreux outils, et nous pouvons compter sur l'engagement de milliers de militantes et des militants.

Nous devons aussi nous allier avec d'autres, avec tous ceux qui partagent ce projet, et contribuer au rassemblement des associations, des mouvements, des formations politiques qui, comme nous, veulent constituer un large front de gauche, pluraliste et progressiste.

Et enfin, pour réaliser ce projet, nous avons aussi besoin d'un Gouvernement !

D'un Gouvernement capable de gouverner, et pas seulement de gérer comme peut le faire un gouvernement en affaires courantes.

C'est pourquoi nous saluons la nomination d'un formateur, et nous souhaitons à Elio Di Rupo qu'il réussisse à mener à bien sa mission.

Et nous lui disons, puisque les citations latines sont très à la mode ces derniers temps dans le monde politique belge:

bona spes cum omnium rerum desperatione confligit : c'est une citation de Cicéron, et cela veut dire: la lutte du bon espoir l'emporte sur le désespoir total !

Nous sommes en tout cas d'accord avec lui sur deux choses: la Belgique a besoin d'un Gouvernement de plein exercice, mais pas d'un Gouvernement à tout prix ou d'un accord pour faire n'importe quoi !

Elio Di Rupo a indiqué qu'il considérait comme une priorité l'assainissement des finances publiques. Il a raison, et nous comptons sur lui pour que l'équilibre budgétaire ne se fasse pas sur le dos des plus fragilisés, des allocataires sociaux, des travailleuses et des travailleurs.

Mais d'autres rendez-vous décisifs nous attendent: faire face au coût du vieillissement et des pensions; proposer un avenir à tous ces jeunes à qui on n'offre aujourd'hui comme seule perspective

que le chômage et les petits boulots; relever le défi climatique et énergétique dont la dette collective ne pourra que s'alourdir si nous continuons à reporter les échéances qui nous imposent de modifier radicalement notre modèle de production et de consommation.

Nous appelons donc à la conclusion d'un accord politique sur le plan institutionnel comme sur le plan socio-économique. Mais nous ne voulons évidemment pas n'importe quel accord. Nous voulons un accord qui, au niveau de la réforme de l'État, maintienne la solidarité sociale entre tous les citoyens de ce pays, et garantisse, à l'État fédéral comme aux entités fédérées, les moyens de mener une politique en faveur du bien-être de tous les travailleurs, qu'ils soient du sud, du nord ou du centre du pays. Et en matière socio-économique, nous réclamons un accord qui développe une fiscalité juste et équitable, qui assure la protection sociale et un emploi décent, en organisant une société solidaire et durable, pour nous tous et à l'égard de l'ensemble des êtres humains.

Chères amies, chers amis, un peu partout sur la planète, des citoyens disent non et des peuples se soulèvent: dans plusieurs pays d'Afrique et d'Asie, des manifestations qu'on a appelées « émeutes de la faim » réclament le droit de vivre; en Afrique du Nord, des citoyens font tomber des dictatures que l'on pensait indéboulonnables; en Grèce, en Irlande et au Portugal, la rue fait entendre sa voix; en Espagne, des jeunes manifestent jour et nuit pour refuser l'austérité.

Comme le disait Michel Molitor à l'occasion des 50 ans d'Entraide et Fraternité,

Courber le dos et attendre que passe la tempête n'a pas de sens ; elle ne passera pas et il nous faut nous engager au coeur du monde tel qu'il existe, avec ses drames, mais aussi avec ses réseaux de solidarité, avec la conviction qu'une terre plus juste est possible. La conviction de la nécessité et de la justesse des combats que nous menons sont autant de garanties que le futur que nous appelons de nos voeux devienne un futur possible.

Chères amies, chers amis, notre force, c'est notre conviction et notre engagement. Je vous souhaite, je vous souhaite à toutes et à tous de continuer à affirmer nos convictions, à nous indigner et à dénoncer les injustices, et à nous engager toujours plus dans le combat pour l'égalité.

Thierry JACQUES,
Président du MOC.